



LA THÉORIE DU DROIT FACE AUX SAVOIRS DE SUBSTITUTION

Jean-Marc Trigeaud

D'un discernement préalable parmi les savoirs...

La théorie du droit paraît aujourd'hui menacée par de prétendues sciences qui chercheraient volontiers à s'y substituer.

Avant de dénoncer ce phénomène, il y aurait certes à tenir compte de sciences authentiques, qu'elles soient traditionnelles ou nouvelles, des sciences dont la théorie du droit peut utilement s'accompagner et dont il est souhaitable qu'elle puisse alimenter constamment sa réflexion. Leur incontestable apport n'est plus à démontrer; elles n'ont pas seulement introduit des connaissances inédites, elles ont exercé une bénéfique influence grâce à leur méthode (ne serait-ce qu'à travers l'exigence d'un contrôle rigoureux dans l'établissement des faits), et elles ont élargi le champ d'étude grâce à leur objet tourné vers des facteurs humains et sociaux; c'est ce qui a d'ailleurs permis de prémunir l'esprit d'enquête et d'analyse contre une certaine forme d'angélique abstraction. Beaucoup de remises en cause appréciables ont pu par là résulter d'investigations conduites en dehors des voies du droit conceptuel, au moyen de recherches auxiliaires, telles que celles des langues anciennes, de l'archéologie des civilisations, de la philologie, de l'histoire, de la biologie, de la sociologie, de l'ethnographie, de la démographie ou de la géographie politique.

Mais si nous assistons à l'apparition de fausses sciences, dont le savoir est illusoire et vain, inconsistant et sans conséquence ni éthique ni pratique, c'est bien à la suite de détournements progressifs de ces sciences irréprochables que nous visons. Ce sont elles qui ont été utilisées et qui ont servi de paravent commode à l'avancée des pseudo-savoirs.

D'où la nécessité de distinguer les deux et de marquer nettement la transition qui assure le passage de l'une à l'autre: d'une légitimité constitutive en somme à une légitimité d'emprunt.

Les sciences établies ou récemment développées en annexe du droit sont donc victimes des déformations que leur ont fait subir d'autres type approches en apparence inspirées de leurs démarches, mais qui sont en réalité sans lien solide avec leur but et avec leur critère de vérité. Elles ont mis à profit une *forme* commune pour tenter d'accréditer un *contenu* qui ne saurait y correspondre; elles se sont faites passer indument pour "sciences", alors qu'elles ne font qu'imiter extérieurement un modèle dont elles rejettent au fond tous les principes.

C'est afin de pouvoir ainsi s'adonner aux sciences authentiques parallèles au droit, mais aussi et surtout de préserver l'intégrité de la théorie, qu'il convient d'identifier ces sciences que nous qualifions "de substitution" en en discernant les caractères et en montrant de quelles applications ou interprétations elles sont susceptibles.

Imitation, formalisme et occultation du sens

La méfiance s'impose d'abord à l'égard de sciences qui ne s'attachent à aucune recherche de vérité sérieuse, qui se parent de méthodes décentrées de l'objet pour lequel elles ont été conçues, et qui n'ont guère été éprouvées dans l'ordre des sciences humaines. La science comme un fleuve se repère au fait de ne jamais quitter son lit.

Le premier caractère de telles sciences est leur tendance à *reproduire* tous les schémas procéduraux d'une science de départ transposée dans le droit, en dépit du contexte de ses références originales. Et cette attitude qui consiste à reprendre et à adopter la forme, a détaché celle-ci de tout contenu, l'a coupée de ses racines et l'a affranchie de sa direction.

C'est ce qui entraîne un second caractère qui n'est autre que le *formalisme lui-même*. Le savoir du contenu, qui s'obtient grâce à une méthodologie et à des instruments formels tirés de l'observation d'un objet, calculés en vue de sa saisie sous l'angle de présupposés normatifs, glisse progressivement vers la caricature même du savoir formel. Car les instruments posés *a priori* et sans autre appui qu'eux-mêmes finissent par y fonctionner à vide; ils traitent l'objet qui se présente comme matière purement passive, ce qui sert de prétexte à leur interprétation, pour ne pas dire, en l'absence de "chose interprétée", à leurs grilles superposant une lecture toute faite.

Un tel formalisme signifie bien dès lors le pire: *l'occultation de tout sens et même la subversion du sens confondu avec les formes expressives qui l'indiquent*. Et nous retrouvons le cheminement typique de la réduction linguistique du référent réel, gommé, au signifié, et de ce dernier au signifiant, – comme l'ont pertinemment montré en leur temps et en des registres bien différents Benveniste, Gilson et Lefèbvre, voire très tôt Heidegger, en montrant que c'est là condamner l'expérience ontologique du langage la plus élémentaire.

Mais le droit étant perçu comme un langage, depuis les "nomothètes" redevables aux traditions mésopotamiennes, depuis Cicéron ou les Glossateurs, depuis Savigny ou l'école historique, la confusion, l'erreur qui conduit à assimiler la partie à l'ensemble de ce qui est ne pouvait qu'aisément pénétrer dans le monde des juristes. Elle désigne une ultime étape de la décomposition de la pensée métaphysique et éthique à travers l'acte même qui la traduit mais dont la substance en est inséparable. En fait, dès que l'idée a

pu être défendue que le langage, devenant "langue", était distinct de la pensée, qu'il était une forme dissociable d'un "principe informatif", onto-axiologique, cet éclatement absurde et contre la nature même de l'expérience vécue s'est répercuté sur le droit et a bien vite laissé préfigurer ce formalisme réducteur qui affecte actuellement des "sciences" désireuses de doubler la théorie juridique.

C'est un véritable phénomène d'"acculturation" qui se dessine dans de telles conditions; il aboutit à faire émerger la partie séparée de la totalité dont elle dérive et à la resituer dans une autre totalité qu'elle détermine ou plutôt qu'elle fait admettre comme un résultat nécessairement acquis à partir d'elle, en déclarant implicitement son auto-suffisance. La voie de ce que nous diagnostiquons comme étant *l'erreur elle-même* en son acception platonicienne originaire est nettement ouverte.

Il y a erreur quand la linguistique ou la philologie du langage juridique (voir les travaux précisément d'O. von Wartburg, d'Ernout & Meillet et de Benveniste) se voit remplacée par des approches généralement saussuriennes ou sémiotiques qui n'en tiennent nul compte (et qui l'ignorent, comme un constructeur qui ne saurait pas de quoi est fait un sol et un sous-sol géologiquement): le théoricien du droit (et ainsi, à un autre degré, le philosophe) doit par conséquent choisir entre les deux. Or, d'un côté, il ne peut méconnaître le savoir positif, la vérité transmise par des sémanticiens qui lui révèlent des *sens*, tandis que, de l'autre côté, il peut s'interroger sur le but scientifique réel d'entreprises qui montrent du doigt *la vanité de tout sens* et qui n'y perçoivent que des *signes* à décrypter, dans l'indifférence à la logique sous-jacente des structures de la langue et dans le refus *a fortiori* de ses référents d'être et de valeur ou de devoir-être.

De longues dissertations peuvent dès lors s'engager, en accueillant quelques apports de droit, en donnant du crédit à une démonstration d'idéologie sans base, où l'interprétation s'abandonne à la fantaisie et à l'improvisation de la subjectivité de

l'herméneute. L'on consacrera ainsi un livre au "propre" à partir de la "possession", en croyant pouvoir invoquer la notion de puissance inhérente à l'étymologie du mot, mais dans l'ignorance de l'ipséité ontologique qu'il traduit au plan sémantique, si l'on repousse une étymologie inexacte et surannée malgré l'effet de rhétorique qu'elle produit; l'on traitera de même vainement, en tel autre ouvrage affichant une image de savoir autorisé, de la "paternité", et l'on se lancera dans des réflexions sur les rapports inter-sexuels de conflit, en se persuadant que le *pater* gréco-romain nourrit quelque lien avec le masculin géniteur, mais dans la grave méconnaissance du sens totalement asexué d'un langage indo-européen qui renvoie au *principe* de toute filiation... Des discours brillants et creux ont joué à cet égard sur des connotations acquises dans l'imaginaire collectif et dans une superficielle opinion, sans même vérifier ce que l'expérience des significations avait indiqué à travers le fait linguistique.

D'autres études nées d'un mélange d'empirisme et de structuralisme prépareront des schémas de lecture qui prétendent certes ne pas s'intéresser aux règles fondamentales mais seulement aux règles secondes sous le fallacieux prétexte qu'elles sont au contact d'une application immédiate. Et elles feindront de négliger un sens immanent aux premières pour ne retenir que le sens, présumé dissociable, que les secondes véhiculent et qui répond au sens effectivement reçu dans le groupe destinataire. Effectivisme et "réceptionnisme" bien connus qui consistent à reporter le subjectivisme de l'opinion ambiante sur une loi dépourvue d'objectivité sémantique: ce qu'elle signifie est ce que la collectivité en attend et en a donc compris en l'adaptant à ses besoins dominants.

C'est dans cette perspective que Hart, sortant de sa stricte théorie communicationnelle, puis que d'autres théoriciens sémioticiens à sa suite ou inspirés par Greimas et Landovski, se sont fait une bonne conscience démocratique d'éliminer des sens et des intentions suspects d'objectivisme ontologique ou cognitiviste pour leur substituer des sens et des intentions avalisés par le langage

social, parce qu'ils sont tout simplement l'expression d'un "discours fort"... Pas de sens finalement qui s'impose autrement que celui qu'une utilisation établie a provoqué, même si elle est aberrante ou fausse eu égard à un sens initial objectif, et même si elle est due à la force de déloyales pressions, de *lobbys*. Les connotations même les plus artificielles s'installent aux lieux et places des significations sans que ces dernières aient pu être abordées de front: leur simple abstraction et leur handicap apparent d'inoportativité les frappe d'un discrédit suffisant au nom de la tyrannie du *consensus* que les formes de rationalité et de logique ne pourront jamais épurer d'un contenu ou d'un objet injuste... Mais l'onirisme est alors à son comble et l'incapacité à percevoir et à vouloir secourir l'injustice concrètement vécue atteint son paroxysme d'irresponsabilité. Aucune réalité contraire ne semble pouvoir l'émouvoir: même les syntagmes de la narrativité seront soupesés dans les propositions jugées "efficientes" du discours juridique tenu sur Sarajevo, sur le Cambodge ou sur le Rwanda. Un fanatisme abstrait, et d'autant plus abstrait qu'il a coupé les référents onto-axiologiques, s'est ainsi développé en n'arguant que d'exigences de cohérence logique, en rapport avec une réalité filtrée et quantifiée par les "faits".

Mais le juriste théoricien peut aussi ouvrir la porte à ces sciences sans le moindre "soupçon"; il peut même arriver qu'une "alliance objective" ait lieu, et que ledit juriste introduise désormais, sans même en saisir toute la portée, dans ses propres démarches, et sous un alibi d'actualisation, un vocabulaire et des considérations qui compromettent l'équilibre du fondement sur lequel le donné qu'il examine est établi, fondement qui, tout à coup "conventionnalisé" et ramené à des fictions verbales, passe en somme de l'ordre de la substance à celui de ses modes les plus contingents et les plus fluctuants... Dans cette perspective, il est même fréquent que des développements théoriques délibérément orientés à l'encontre du positivisme des sciences ou du normativisme en cours au sein de la théorie elle-même, incorporent une terminologie et des

références et adoptent un style de réflexion et d'analyse qui sont *totale­ment calqués sur les présupposés de ces sciences*, qui sont à leur insu le parachèvement du positivisme ou du normativisme qu'ils s'imaginent dépasser.

L'objet phénoménal contesté

Deux remarques en découlent.

D'une part, il est impossible de désolidariser le droit que l'on théorise d'un sens univoque, immuable et obvie, et d'ailleurs "voulu" et pas seulement "connu" pour tel; il constitue le contenu même de l'objet théorisé, *ce dont cet objet en tant qu'il est formellement appréhendé est la manifestation*; il demande à être atteint dans sa vérité interne, qui renvoie à l'être même, à ce qui est dans un donné transcendant l'objet formel.

D'autre part, ce donné qualifiable de juste se trouve indissociable à son tour d'une valeur qui exprime le devoir-être, la tendance de l'être perçu à être reconnu, dans le mouvement même de son accomplissement ou de sa réalisation. Or l'accès au sens, à l'*objet réel* sous l'*objet formel*, à l'être et à la valeur sous le phénomène étudié, ne relève plus de la compétence conceptuelle et méthodologique de celui qui manie la science dont nous instruisons le procès.

Mais le défaut qui entache cette science est *de ne procurer aucun savoir sur le phénomène, sur la forme*, et de donner à penser qu'elle peut fournir ce savoir, alors qu'elle n'est pas outillée pour cela.

D'où l'idéologie qu'elle suscite, fortifiée par bien des courants de "méta-philosophie", d'être un *non-savoir* qui usurpe les qualités d'un savoir et mystifie par là ceux qui s'y attachent ou simplement le respectent. Il n'y a plus à entreprendre ici de comparaison avec le procès qui peut être fait aux sciences du phénomène, aux sciences humaines accompagnant droit et théorie du droit, de ne

considérer qu'un aspect sur lequel elles instruisent, mais sans pouvoir s'étendre à un autre aspect qui excède leurs moyens. Car les sciences de substitution, à la différence de ces sciences, ne possèdent aucun savoir même partiel: elles ne font que profiter de la situation, devenue malheureusement habituelle, de privilégier des sciences partielles pour se couler dans leur apparence, sans en avoir la réalité. La première tromperie est de conduire à un savoir qui n'a même plus de bases scientifiques en dehors de l'illusion secrétée par les moyens d'emprunt dont il dispose; la seconde tromperie concerne le droit et sa théorie évincés sans affrontement direct.

La fausse science qui n'aide en rien le théoricien, pas plus que le philosophe du droit, n'hésitera plus d'ailleurs à se prévaloir du nom de théorie pour dissimuler ses errements subjectivistes et s'empêcher de reconnaître que la science positive de son objet peut sur bien des points la désavouer de manière démonstrative. D'où la nécessité de discerner les itinéraires de fuite qui la poussent à s'élancer et à plonger dans le "grand bleu" d'une pensée stérilement répétitive (qui après que "rien ne soit dit" sur la chose se livre à un "tout dire" sur ses marges), à gloser à l'infini sur les moyens en omettant la fin, sur les modes en refoulant le principe... Les "moyens" ou modes qu'une telle science enseigne ou pratique sont porteurs de "fins" que le théoricien sait aussi interpréter. Et le refus de l'admettre s'inspire au fond de l'injustice que dénoncent de telles fins, expressions de la vie collective, ces fins qui se trouvent noyées dans les jeux de langage, lorsqu'on va jusqu'à abuser des mots ("ontologie" par exemple) et jusqu'à les puiser dans tous les domaines pour effacer les traces d'associations sémantiques virtuelles et masquer ainsi un foncier nihilisme, c'est-à-dire *une impuissance à embrasser une science même positiviste ou normativiste*.

Certes, l'on connaît bien le danger de débordement hors de leur domaine des sciences authentiques, le risque majeur du positivisme qu'elles peuvent effectivement être amenées à professer et qui

implique leur prétention à absorber tout objet possible d'étude dans leur objet bien circonscrit. Depuis Merleau-Ponty, L. Strauss, J. Habermas ou M. Reale, la science qui accompagnerait la théorie juridique, sociale ou politique (telle une sociologie) ne saurait remplacer cette théorie ou cette philosophie, même si elle est totalement science. La critique est simple. Elle procède de la distinction de l'essence et du phénomène, de l'être et de la relation; l'un n'est pas l'autre... Si la science intervient, dès qu'elle supplée la théorie, voire la philosophie du droit elle-même, elle entraîne une falsification du savoir *par défaut* en somme: elle provoque l'hypertrophie et l'autonomie de connaissances générales, induites par abstraction ou conquises par des voies empiriques de questionnement de faits, et *ce qui manque* à de telles connaissances est l'ouverture même à l'*universel* ontologique et, plus encore, au sens du *singulier*.

Mais, aujourd'hui, ce sont moins de telles sciences, comme sciences à part entière bien que sorties de leur champ spécifique, qui méritent ce reproche: ce sont d'autres sciences, qui n'en ont que le nom et qui ont commencé par faire injure à la science tout court, et qui saisissent l'occasion de possibles malentendus ou amalgames, qui en jouent pour s'établir dans un domaine où elles font oublier les objections qu'on pourrait leur adresser, si bien qu'il n'est plus guère concevable de solliciter quelque explication relative à leur origine ou à leur provenance.

Une sorte de censure latente de toute controverse scientifique a déplacé ici le débat sur un autre terrain. Il s'agit de préparer l'adepte de la nouvelle science à affronter des obstacles tout désignés qui tiennent aux résistances d'une théorie attardée, et, derrière elle, aux prétentions d'une philosophie totalisatrice, d'une philosophie de l'être qui la justifierait. Autrement dit, il s'agit pour la *science de substitution* de se laisser accréditer par manoeuvre indirecte en essayant de bénéficier des avantages de la victoire précédemment obtenue par la vraie science lorsqu'elle est devenue positiviste au terme du combat qu'elle a livré incidemment à la

philosophie et à la théorie du droit: il s'agit donc d'en appeler de façon latente au témoignage d'une science traditionnelle, comme si elle pouvait se prévaloir d'un adversaire commun avec elle, en suggérant en somme que la science ne peut qu'être inclinée à un positivisme qui affirmerait son savoir comme exclusif de peur d'avoir à subir l'exclusion opposée émanant du philosophe et du théoricien du droit susceptibles de rappeler le caractère distinct de l'élément qu'ils examinent. Mais la démarche est d'autant plus contestable que le savoir scientifique n'est positiviste que par l'utilisation toute extérieure qui en est faite et qui n'est nullement inscrite dans ses méthodes. Le savoir des sciences annexes est redéfini pour les besoins d'une critique qui vise à faire place nette afin d'évacuer la théorie.

Mais trop de théoriciens sociologues nourrissant un ressentiment positiviste quand il n'est pas foncièrement matérialiste à l'égard d'une exigence métaphysique, trop de juristes soumis à leur influence, quand ils n'ont pas eux-mêmes reçu ni assimilé une formation philosophique qu'ils sont donc mieux disposés à repousser, (éblouis par des savoirs transversaux plus accessibles qui procurent à bon marché l'illusion de la "pensée"), ou même à subvertir, en usant du mot "philosophie", trop s'empressent ainsi de projeter dans le domaine des sources du droit des modèles d'importation scientifique et épistémologique méconnus dans leur fondement spécifique (lorsqu'ils ont été d'ailleurs refaçonnés, sans qu'ils s'en aperçoivent toujours, non par les savants eux-mêmes, généralement indifférents, mais par des interprètes analystes et suivant des postulats fondamentalement empiristes et nominalistes – de type poppérien ou kuhnien) et inadaptés en tout cas à une réflexion normative¹.

1. Cf. pour un historique de l'importation des "paradigmes scientifiques": A. DUFOUR, "Le paradigme scientifique dans la pensée juridique moderne", in *Théorie du droit et science*, Paris, P.U.F., 1993, p. 147 s.; Chr. ATIAS, *Epistémologie juridique*, Paris, P.U.F., "Que sais-je?", 1994; P. FERREIRA DA CUNHA, *Principios de direito*, Porto, Res Juridica, 1993. Il faudrait rappeler

Prenons pourtant un exemple contraire, bien vivant à notre époque, qui est celui de l'oeuvre "englobante" de Reale, intégrant toutes les dimensions à la fois noétiques et épistémologiques du droit, dans le respect de la philosophie et des théories scientifiques. Et c'est Reale qui a d'ailleurs montré comment aucune induction à caractère scientifique dans le droit ne saurait s'opérer sans présupposition d'un sens qui est porteur d'une appréciation normative, même si, dans sa conception, l'appréciation qui renvoie à un transcendantal de l'expérience du droit et des savoirs partiels dont il s'entoure appartient en quelque mesure à l'histoire et désigne en termes diltheyens le "noyau dur" de son évolution.

La théorie classique méconnue ou supplantée par les discours extrinsèques. Propriété et crédit

Quelle théorie a donc été évincée? On connaît bien le cas de l'exclusion de certaines sciences avérées: la sémantique suppléée par la sémiotique. Mais l'inculture dans le domaine du droit n'a rien à envier à celle qui a gagné les manipulateurs des sciences de substitution. Nous nous attacherons à l'exemple de l'analyse des sources, des problèmes posés par leur interprétation, qui ouvrent le premier champ de recherche au théoricien du droit, avant celui des institutions ou des concepts.

Avant de regarder comme une pure proposition linguistique et syntaxique un formulé fondamental de principe, voire de solution fixant la base d'un corps institutionnel, sait-on ce qu'est un "lieu

aussi les études singulièrement oubliées d'Aurel David, tirées de son expérience comparative entre physique et droit durant plus de trente années au CNRS (cf. in *Acti* des colloques de Bolzano) touchant la structure de la personnalité juridique ou des biens et de la propriété (cf. A. DAVID, *Structure de la personne humaine*, Paris, P.U.F.; *La cybernétique et l'humain*, Paris, Gallimard, 2 vol.; et publ. Univ. Ottawa).

commun" du discours ou un *topos* dans la tradition de la rhétorique dialectique d'origine gréco-romaine, connaît-on le développement historique d'une logique détaillant toutes les possibilités de l'argumentation, sur fond d'expérience radicale de l'être de la "chose même" et donc de sa valeur ou de sa fin, à travers les vieux syllogismes ou enthymèmes judiciaires (v. Villey ou Perelman, Giuliani ou Goytisolo, Kaufmann ou Ghirardi)? Pourrions-nous dès lors admettre les improvisations livrées aux marges derrièr- diennes ou la sérieuse enquête sur le décryptage des signes dans la carence et le refus d'un savoir essentiel? Mais le phénomène le plus à déplorer est sans doute la perte du "sens" des mots par les juristes eux-mêmes, qui accueillent ainsi d'autant mieux, par absence de résistance critique et lacunes de formation culturelle, des langages qui les déposséderont très vite de leur science. N'a-t-on pas vu, ici ou là, dans quelque revue technique, le terme "topique" employé à la place du terme "typique" comme une *elegantia iuris* et comme s'il était doué de la même signification! N'a-t-on pas même relevé un usage constamment réducteur du mot "jurisprudence" mais totalement aveugle sur d'autres sens possibles, qui empêche de saisir l'acception classique du vocable latin et jusqu'à la dénomination même de certaines universités ou facultés en Europe! Est-il enfin permis de s'évertuer à définir des droits dits "subjectifs" que des siècles de pesantes conceptualisations ont déjà analysés et donc définis sous toutes leurs facettes, à partir des ressources et des nuances d'une terminologie latine révisée à travers les subtilités des théologies, de Scott à Hobbes, Descartes, Spinoza ou Wolf par exemple, si l'on brode sur les mots "pouvoir", "puissance", "faculté", sur la distinction du virtuel et de l'effectif, de l'acte substantiel et de l'acte formel, ce qui se retrouve dans le kantisme et dans tout le Pandectisme germanique du XIXème... Il en va de même de la "liberté de" et de la "liberté pour" dans un néo-contractualisme anglo-saxon contemporain qui plonge ses racines en plein Moyen âge. Est-il possible d'oser en l'occurrence inventer le sens de mots si puissamment assignés à

leur compréhension juridique objective par une immense littérature oubliée mais nullement périmée, dont les conclusions seront retrouvées partiellement et moins bien après d'inutiles détours que si elle avait été connue d'emblée... Sur le seul article 544 du Code civil français, bien des propos inadaptés ont pu être maladroitement formulés dans la simple ignorance du sens de la formule incluant le qualificatif "absolu" légué par la tradition depuis le XIV^{ème} s. et passant par Suarez!

Avant d'entreprendre, de même, quelque approche sociologique, référée aux données de la vie collective dans les critères ou canons de l'interprétation légale, pourra-t-on négliger les acquis des oeuvres et des courants qu'elles ont suscités: Montesquieu ou Romagnosi, Durkheim ou Gurvitch, Geiger ou Petrazycky, Carbonnier ou Terré, Treves ou Sanchez de la Torre, Ryffel ou Lundstedt?

L'analogie est frappante quand il s'agit des institutions. Et l'on pourrait alléguer le cas de la propriété ou du crédit.

Ce qui est juridiquement reconnu *propre*, que ce soit dans l'ordre de la justice distributive (beaucoup plus politique ou de morale sociale) ou dans celui d'une justice commutative, concernant l'échange pratiqué entre les propriétés préalablement réparties, vient de la connaissance de ce qui est considéré comme étant juste, du côté de l'objet ou du sujet, – du côté de l'objet par adéquation à des qualités intrinsèques du bien observé que des usages sociaux peuvent provoquer ou entériner, – et du côté du sujet par conformité à un titre personnel tout aussi objectif, correspondant à la vocation de chacun au partage et à ses aptitudes plus singulières que manifestent le travail et le comportement à l'égard de l'objet. Il est toujours un point de focalisation de la valeur qui coïncide en profondeur avec l'être et qui culmine dans la personne, si la chose est bien faite pour elle et non l'inverse, et si l'être personnel doit donc s'affirmer sur celui de la *res*. Et c'est sans cesse la référence à cet être qui commande non seulement les solutions du droit mais

les interprétations théoriques que l'on peut en donner². Le droit français sur la propriété se situe dans un certain contexte référentiel, ontologiquement, et il en propose une certaine version; et l'on sait bien qu'il a toujours marqué une prédilection pour le sujet en un sens idéaliste et transcendantal qui fait prévaloir la volonté identifiée à la raison générique sur son être, ce qui est la preuve d'une fidélité à un passé cartésien et d'une réceptivité toute particulière aux nouvelles idées véhiculées par le kantisme, en accord au surplus avec des suggestions confessionnelles, celles qui passent volontiers par la personnalité originale de Portalis³... Un travail décisif consisterait à remonter également aux formulations des maîtres de Grenade dont on sait la portée dans l'Europe entière à propos du *ius dominativum*. Notre article 544 n'y est pas étranger. Ce qui peut se compléter par les enrichissements redevables à d'autres sciences à naître, qui ne soient pas coupées d'une telle connaissance de l'histoire philosophique et théorique des notions, ni donc de l'être sous-jacent de ce dont elles traitent.

Nous avons ainsi essayé d'interpréter dans leur portée théorico-philosophique juridique les rites d'appropriation que traduisent les figures masquées des sociétés dites archaïques, et nous avons pour cela utilisé des données iconographiques, plastiques, sémantiques, puis ethnographiques et anthropologiques, tout en constatant que si l'une de ces dernières sciences prétendait fonctionner seule en traitant l'objet juridique dans l'ignorance de son historicité théorique et ontologique, en projetant des grilles toutes faites, cette

2. Cf. nos notices V° "Possession", "Propriété", et les références, in *Encyclopédie universelle de la philosophie*, Paris, P.U.F., Vol. "Notions", 1990, t. II, p. 2004 s., 2086 s.; P. GROSSI, *Il dominio e le cose*, Milano, Giuffrè, "Per la storia del pensiero giuridico moderno - 41", 1992.

3. Comp. J. CARBONNIER, *Essais sur les lois*, Paris, Rép. Notariat Defrénois, 1979, p. 222 s., et art. sur Portalis in *Droit prospectif* (Aix-en-Provence); N. KANAYAMA (dir.), *La Révolution française et le Code civil*, Himeji International forum of Law, Himeji Dokkyo Univ., 1993 (1).

science virait tout simplement à la fausse science⁴... Le sens de l'avoir en propre, sa justification axiologique peut procéder de l'imitation d'un référent absolu qui dessine le modèle du mode d'appropriation qui convient à l'ordre de l'être. Interpréter par conséquent ce référent incarné en un symbole ou un masque par exemple, sans relier le symbole à ce qu'il signifie ontologiquement mais qui est du ressort d'une réflexion métaphysique, fausse complètement la perspective de l'analyse dite scientifique. Il en va exactement de même dans une prétendue exégèse archéo-symbolique biblique qui se passerait des compétences de linguistique traditionnelle, de philologie et surtout de métaphysique: pour comprendre que le mot "chair" (*bazar*) peut désigner également l'esprit...

Le même raisonnement peut être développé à propos de l'élaboration de la théorie de la personnalité juridique. Des sciences anthropo-ethnographiques seraient ici d'un apport précieux si elles demeuraient "dans leur lit", sans se substituer à une explication théorique et à une justification philosophique dans l'ordre de ce qui les dépasse et qu'elles ignorent. Car le masque est une représentation ontologique et signifiante d'une valeur de la personne à identifier (et le mot qui désigne la personne dans le droit est un masque).

De même, ce sont à nouveau des limites similaires qui se rencontrent à propos du contrat ou du crédit qu'il fait naître. Nous avons déjà eu l'occasion de traiter la question de la théorie de la justice contractuelle⁵. Voyons ce qu'il en est par exemple du crédit sur lequel s'interrogent les juristes privatistes, qu'il s'agisse du crédit réel ou fournisseur (qui fut à l'origine le premier, lié au contrat de vente) ou du crédit financier et bancaire (lié au prêt, qui

4. Cf. notre art. "La personne démasquée. Mythes et symboles de la prosopologie", in *Fides*, Porto, Res, 1994 (III), p. 153 s.

5. Cf. nos notices V° "Acte juridique", "Convention", in *Encyclopédie...*, op. cit., t. I, p. 25 s., 478 s.; et in nos *Essais de philosophie du droit*, Gênes, SEC, 1988, p. 167 s., 189 s.

se détacha progressivement de la vente...). Seule l'idée de l'être, de l'existence même de la chose, de la relation dénommée "contrat", sous ces deux formes historiquement déterminées, permet de poser dans toute sa dimension compréhensive, le problème du juste. Le juste consiste à saisir l'*essence* de cet *existant* qui s'impose, il implique d'élaborer rationnellement le *concept de l'idée* de son être tel qu'il est donné à l'expérience immédiate de l'esprit. Et l'on assiste effectivement au développement, suivant les époques et les lieux, de diverses versions de ce concept de l'idée. Elles dépendent du sens que l'on a élu du centre de gravité du contrat en termes ontologiques et axiologiques: se situe-t-il du côté de l'objet ou du sujet?

De proche en proche, des théories en proviennent; théories "réalistes", tournées vers l'égalité inhérente aux prestations, à respecter en dépit des vicissitudes qui peuvent affecter l'équilibre des volontés dans le temps; théories "idéalistes", regardant le seul consentement. Théories inspirées, en tout cas, les unes et les autres, par une philosophie, et – tantôt par une métaphysique précise de la chose de droit, qui interprète le témoignage concret et commun de cette chose dans la vie des échanges, comme il advint au temps où les trois monothéismes d'ailleurs partageaient en Occident la même notion du contrat, du crédit, et même de l'"usure", de l'enrichissement indû ou sans cause, sur le fondement uniforme de la lecture d'Aristote (à travers Averroës, s. Thomas et Maïmonide), – tantôt, tout à l'opposé, par une conception rationaliste s'épanouissant avec le criticisme de Kant et de ses successeurs... Il n'est que trop évident que la théorie a suivi l'éclairage que la philosophie procurait de son objet ou plutôt de sa matière qu'elle pouvait ensuite s'efforcer d'élaborer ou de traduire sous l'aspect d'une conceptualisation autonome: le consensualisme et la thèse de l'autonomie des volontés contractuelles, en France, en est une expression adéquate.

Mais l'abandon de toute théorie a bien montré le refus de la philosophie à travers elle, et, par conséquent aussi, le dénégation

de l'expérience sociale et vécue de l'être à travers le réel pensé par le philosophe, et que le philosophe tente de capter au-delà du concept. D'où la prolifération de sciences ayant un objectif authentique et estimable, mais ne visant qu'un *aspect* du phénomène étudié et ne pouvant remplacer l'analyse théorique que le juriste attend et qui est implicitement porteuse du sens de l'être et de la valeur, *i.e.* de la justice même de la chose. Si la science critiquée était dès lors cultivée de manière exclusive, aux lieu et place de la théorie, elle aboutirait directement à un rejet du droit et à la substitution d'une autre science.

Mais n'en va-t-il pas déjà ainsi lorsque l'on disserte sur les seules incidences économiques ou sociologiques du crédit, en n'en envisageant que la rentabilité, le rôle dans l'entreprise, l'efficacité du point de vue de la réduction de l'inflation et du développement de la croissance, les répercussions sur l'emploi, etc., sans jamais exprimer le moins du monde la question du respect ou de la violation de la justice, et d'une justice autonome et en soi, qui est affranchie de toute considération extrinsèque, de tout conditionnement relativisant: la justice de la dette ou de la créance à payer... Il ne s'agit nullement cependant de contester la science qui s'attache à la dimension socio-économique du crédit, mais de mettre cependant en garde contre l'abus de l'utilisation qui en est faite pour évincer une autre science qui a son mot à dire sur un tout autre aspect. Un livre de droit du crédit qui exposerait sèchement les solutions de droit positif et qui n'y introduirait que des développements de cette nature postulerait l'inexistence du droit; du moins supposerait-il une nouvelle définition du droit ramené à une fonction purement matérielle et instrumentale, et sans doute contribuerait-il à renforcer cette image répandue du juriste d'entreprise comme agent d'une activité dont il domine les moyens sans en maîtriser les fins... Or ce juriste d'entreprise doit pouvoir être considéré à l'égal du médecin d'entreprise qui ne se soucie guère *a priori* de l'intérêt sociologique et économique propre à l'entreprise qui loue ses services pour établir son diagnostic touchant la santé

d'un employé isolément pris: il "ne dépend pas". Il en est de même s'agissant d'une dette ou d'une créance et de la justice de l'égalité, de la commutativité à percevoir en premier, avant qu'*a posteriori* des données socio-économiques n'interviennent dans les modalités. Mais combien de législations aveuglées par la masse d'informations reçues de l'univers socio-économique, tout important qu'il soit, certes, ont oublié le droit et la justice, l'impersonnelle abstraction de leur balance qui protège inconditionnellement chacun, et combien ont sacrifié débiteurs et créanciers dans l'entreprise?

Intrusion subreptice de l'idéologie

Une autre étape est toutefois franchie, et l'on a véritablement affaire alors à *la pseudo-science*, au pseudo-savoir de substitution, lorsque ce n'est donc plus même une science délimitée et rigoureuse comme l'économie ou la sociologie qui est employée en dehors de son domaine, et lorsque c'est plutôt une science conçue pour remplacer la théorie du droit qui est sollicitée, en imitant lesdites sciences établies qui lui font déjà concurrence. A défaut de pouvoir s'accréditer au plan scientifique dont elles n'empruntent que la forme extérieure, ces pseudo-sciences s'évaderont dans des schémas généraux qui possèdent d'évidentes implications de normativité et de valeur, mais qui sont beaucoup moins saisissables aux yeux du profane. C'est ainsi que les concepts de "justice négociée" ou "contractualisée" apparaîtront en filigrane et profiteront du cadre précisément consensualiste, tacitement déplacé de son contexte référentiel, pour éviter le reproche de rompre avec la théorie en se coulant dans les principes de celle-ci.

De tels concepts intégreront pour se justifier les méthodes et les données des sciences précédemment visées.

D'une part, ils recourront aux méthodes de ces sciences pour ne plus avoir à théoriser ni à soumettre leur genèse à la vérification de

son processus d'établissement abstraktif originaire qui est censé s'être opéré à partir du droit; le droit ne sera plus ici que matière passive à leur application.

D'autre part, ils recueilleront aussi bien les données de ces mêmes sciences pour occulter définitivement l'expérience concrète impliquant surtout des êtres réels et personnels que le philosophe pouvait faire respecter au théoricien. Et les théories dites "méta-philosophiques" elles-mêmes nées d'une désertion de la philosophie et cherchant désespérément, à travers d'illusoires et prétentieux dépassements, une caution dans la "vie" ou dans le "concret", envahiront le domaine de cette théorie classique du droit en y pénétrant par cette porte ouverte sur un "concret" et une "vie" d'artifice préparés pour les recevoir.

Tels sont l'analytisme et l'empirisme des interprétations communicationnelles qui amènent à fortifier l'idée d'une justice qui échapperait à la confrontation de la vie, du réel ou de l'être: une justice qui se soustrairait à la contradiction, et donc à la pensée authentiquement critique et dialectique du philosophe, à l'abstraction du théoricien, justice livrée à des combinatoires logiques regroupant tous ces éléments disparates à la fois en les amalgamant. Si la théorie du crédit devient ainsi un système de syntagmes propositionnels à étudier dans ses diverses figures possibles, si elle se conçoit comme un montage d'intérêts à "jouer", dans un jeu de partage ou de répartition, entre locuteurs et locutés, partenaires récepteurs de messages, alors l'être, le juste et l'injuste sont occultés tragiquement par le nihilisme doucement oppressif de ce technicisme qui s'autorise à établir au-dessus des institutions du droit d'autres institutions, d'autres codes, d'autres critères et d'autres grilles tenus dans l'ombre: une ombre dissimulant le vide, l'absence, le non-être. Quand tout s'y réduit à un mobile utilisable, dans l'indifférence neutralisante à un quelconque contenu normatif, la théorie devient même insusceptible d'être attaquant en termes marxistes, elle ne saurait plus guère permettre de définir une sorte d'oppression des créanciers sur leurs

débiteurs. Elle ne sert rien d'autre qu'elle-même, et elle sombre dans le mensonge, au sens du *pseudos* grec, dans l'erreur qu'elle représente en hypostasiant la partie préférée au tout.

C'est à ce point que nous comprenons la nécessité d'ancrer la théorie dans la philosophie du droit. Il s'agit de relier d'abord son concept comme *concept du concept positif*, accueilli et enregistré dans un droit établi, impliquant son historicité, au *concept de l'idée* (prolongement de ce que nous nommons en toute rigueur une *dikèlogie*). Puis le concept théorique pourra être rattaché par ce biais à l'idée qui renvoie à l'existence d'un sous-jacent au concept positif: à "ce dont" il est l'expression, grâce à une représentation abstractive et essentialiste, au référent qui traverse aussi en profondeur toutes les expériences du langage visant le droit. L'idée est première, non pas subjectivement, comme première prise de conscience dans l'esprit, mais objectivement, comme reflet de ce qui précède notre activité mentale et lui permet d'être, et stimule la formation même du droit en tant qu'élaboration formalisante de l'être et du devoir-être.

Racine objective de toute expérience théorique

Partir de la chose, et non de l'acte subjectif, est le meilleur garant contre le risque de tomber dans le piège des faux savoirs. C'est sous le contrôle de la chose, de l'être qu'il faut se placer: ce sont le respect de l'objet-droit et de *l'objet réel et expérimenté de cet objet* qui doivent être assurés.

Le formalisme inauguré par l'idéalisme de type kantien ou hégélien, développé par la phénoménologie de méthode husserlienne, procède d'un *enfermement de l'être dans la pensée* qui a pu conduire au pire, faut-il le rappeler, au plan du juste et de l'injuste. La reconduction à l'objet n'a donc d'autre but que de restaurer *les conditions de l'universalité*, au-delà de la généralité des formes issues de la subjectivité, parce que ces conditions sont les seules à

satisfaire afin d'atteindre la vérité, c'est-à-dire la justice. Une théorie qui ne reposerait pas sur une philosophie assumant cette exigence serait prisonnière à son tour du même subjectivisme qui limite les prétendues philosophies aliénées par les dogmes des églises néo-kantiennes, dont le premier procède d'un refus de la connaissance qui dégénère bien vite en refus de la justice, quand il n'établit pas le règne de l'injustice en osant déclarer que la raison, la forme subjective et générale est source du juste!...

*Parachèvement du formalisme dénaturant dans le méthodologisme.
Le généricisme en question*

Mais, enfin, le technicisme lié aux dénaturations signalées en a produit une autre par rebondissement, engendrant ensuite la science ou le savoir d'une *technique de la technique*, comme pour compenser le vide culturel de l'essentiel, ce en quoi étaient déjà passés maîtres les Sophistes qui régnaient sur les "masters" en philosophie dans l'Athènes du siècle de Périclès. Le prestige des "sciences" entraîne certes l'aggravation du phénomène, mais son esprit et sa signification remontent à l'aube des temps, comme pour alerter l'attention de celui qui témoigne de l'idée de vérité des ruses de la raison afin de l'étouffer dans les méandres de la conceptualité (une conceptualité "cuisinière" eut dit Socrate).

Tel est l'attachement, chez les juristes, à l'*aspect purement formel de la science* et tel est le fétichisme du langage, du discours, qui pourront compromettre la possibilité même d'une théorie et d'une philosophie sur une base ainsi exsangue et appauvrie. La "méthode pour la méthode", la science de la *forme* du "comment" pris comme objet, voilà un préliminaire qui peut fausser toute perspective de la vérité, et jeter le discrédit le plus funeste sur la méthode elle-même, alors que suivant une expérience intellectuelle éprouvée et qui a été marquée au sceau millénaire de l'université comme elle a traversé, bien avant d'ailleurs, la vie des con-

templatifs et des conventuels d'Orient en Occident, *il n'y a jamais eu de méthode sans règles, sans principes*⁶ (et le Descartes du fameux "Discours" suppose que son lecteur est au fait des *Regulae ad directionem ingenii* et des *Principia*...).

Quand la méthode s'est affranchie de la règle ou du principe, n'a-t-elle pas donné lieu à la barbarie, celle des exterminations programmées? Le monde du droit ne peut impunément tendre à faire siens aujourd'hui des procédés réducteurs, en eux-mêmes irréprochables ou innocents, qui ont été jadis ou il y a peu encore facteurs d'autant de crimes, le premier d'entre eux, dans cette généalogie de l'injustice, étant *la fermeture au sens de l'objet et de l'être*, à cette volonté d'ignorance que Jung a si violemment reprochée aux écoles philosophiques d'après-guerre, qui ont renouvelé, comme si de rien n'était, le kantisme "aux mains pures".

Doit-on rappeler là encore une tradition établie de "méthodologie" juridique, depuis Isocrate et Cicéron, avec ses auteurs et ses références: tradition française de Montesquieu, Saleilles, Gény, Ripert; germanique de Savigny, Ihering, Engisch, Larenz, Pawlowski; italienne de Betti, Baratta, Sforza, Zaccaria; espagnole de la Seconde scolastique et de Gil ou Goytisolo? Que peuvent dès lors prétendre apporter des réflexions dérivées d'auteurs ayant produit leur oeuvre *en un autre domaine* (Dilthey, Gadamer, Habermas, Luhmann) et parfois portés à favoriser une extension de leurs idées à un droit matérialisé, fonctionnalisé et dépourvu de finalités propres voire de savoir spécifique, comme c'est le cas des deux derniers en glissant dans la fausse science la plus caractérisée (puisque Gadamer a été sur ce point à l'écoute de Betti).

6. Cf. déjà sur cette distinction fondamentale entre "règle" et "méthode" (dont il faudrait montrer qu'elle remonte aux traditions du monachisme importé du Moyen Orient, en passant par la patristique, la scolastique, puis les Cartésiens), notre conf. "Connaissance et normativité: la fonction législative", Rome, Istit. Accad., 1993, à paraître en ital. in *RIFD*..

L'injustice, elle, ne s'est jamais accomplie sans méthode, mais au contraire par et dans la méthode; en revanche, elle est injuste parce qu'elle a offensé les règles ou les principes. Le règne des grammairiens contre la langue, des "grammatistes" contre les spiritualistes, peut symboliser cela à notre époque; mais il ne faudrait pas que le droit, réduit à une forme néo-scholastique grammaticale ou grammatiste, se substitue, par le biais d'une méthode dénaturée et mal comprise, au droit entier, et puisse se proclamer indépendant de ce juste qui en fait le sens "droit".

Dans cette perspective, il ne faudra pas s'étonner que tout "contenu" implose, s'émiette, et ne corresponde dès lors très vite (drame d'examens universitaires confinés aux "mementos") à une sorte de catalogue "raisonné" de solutions "dites", mais nullement "démonstrées". Et il ne sera guère surprenant non plus que l'aspect culturel de la science juridique n'évolue vers le *pensum* compilatoire où toutes les formes de "citations" l'emportent sur la possibilité même de l'analyse – réservée à la "forme" tenue ensuite pour implicitement acquise – quand l'ordre de la recherche elle-même ne sera pas livré à ce critère de la vérité d'opinion reflétée par l'utilisation de ses résultats, que nous critiquions plus haut à propos des application de schémas de Hart et de certains sémioticiens: quand il ne sera pas très symboliquement enlevé au sujet individuel, témoin du sous-jacent ontologique ou de l'unité du sens, pour être imputé au collectif⁷.

L'injustice qui procède de cette erreur alignant le contenu sur la forme et bientôt celle-ci sur les moyens de la saisir ou de la "gérer", est principalement de mener à une désautonomisation ou à une aliénation du droit. Le juridique sera dès lors inféodé à des significations et à des valeurs externes. Si le juriste ne peut plus accomplir l'effort théorique interne, s'il s'en culpabilise et s'il préfère pratiquer sous le nom abusif de "théorie" une science

7. Comp. Ph. CONTE, "Libres propos sur la recherche juridique universitaire", *Mélanges en l'honneur Pr J. Larguier*, Grenoble, P.U.Grenoble, 1994, p. 381 s.; et in rev. *Droits*, P.U.F., 1994.

formaliste et instrumentale, bornée aux seules "méthodes", qui cesse de conceptualiser le savoir le plus abstrait – pourtant inhérent aux solutions qu'il met en oeuvre –, si, par conséquent, il agit en renonçant au savoir même qui lui permet de prendre connaissance de *ce qu'il fait* et non pas uniquement de *la façon* dont il le fait, c'est qu'il abandonne implicitement à d'autres instances, politiques, économiques, sociales, voire idéologiques, un pareil savoir; c'est qu'il admet de se cantonner à l'aspect fonctionnel et passif du droit comme pur outil au service de ce qui le dépasse en d'autres mains que les siennes.

Mais cet état de servitude accepté fait apparaître honteusement le juriste comme ne maîtrisant plus la fin de sa propre action *à défaut de dominer le savoir par les causes du donné qu'elle utilise*. Agent subordonné sans toujours en avoir une claire conscience, l'homme de droit est dans ces conditions voué à recevoir le *telos*, la direction de toute son activité d'un pouvoir plus haut: des suggestions le plus souvent irrationnelles qui envahissent tout le champ justement adialectique et privé de sens de ces pseudo-savoirs faussement neutres et transparents que traversent tant de préjugés dénaturants. Il en est bien ainsi quand il s'y intéresse sans le minimum de prévention rationnelle que pourrait réveiller l'ardeur à défendre la spécificité de cette essence du droit dont il lui semble pouvoir faire si superficiellement l'économie d'une définition dans chaque cas traité. Ce qu'il ne veut pas est au fond voulu pour lui d'une autre façon à laquelle il s'empresse contradictoirement d'adhérer.

Un test bien simple d'authenticité serait à pratiquer pour accréditer ou authentifier les projets méthodologiques et leur éviter les édulcorations dont le droit a fini par être lui-même victime. Il consisterait à vérifier si tout discours analysé ou interprété au départ, du discours du droit à celui de sa méthode et de sa théorie, s'ordonne à la recherche de *l'universel* et au respect de *son référent singulier*, métaphysiquement singulier et donc irréductiblement impensable et non épistémologiquement particulier ou rattachable à un genre.

Reconnaître la *singularité* comme signe de la *véritable altérité*, comme étant *la vérité même de l'être et de la vie*, constitue la pierre d'achoppement de la pensée bornée à la factualité, à l'expérimentation, comme de la raison qui s'engage romantiquement dans les grands élans oniriques et mystificateurs de l'idéalisme néo-kantien.

Un objectif critique élémentaire est dès lors, préalablement à toute réflexion, de combattre le généricisme quand il est le fait non plus d'une philosophie, ni d'une théorie, ni même d'une science auxiliaire, mais d'une pseudo-science faite de non-dits et de schémas préconçus, et usurpant le sérieux des sciences auxiliaires, voulant, sous le bénéfice du doute ainsi entretenu, se substituer à la théorie et estimant au surplus que la théorie *est déjà toute la philosophie résumée*. Ces pseudo-sciences parties du domaine le plus exigü, voire le plus mesquin de leur province reculée (tel apprentissage des "signes" du discours), vont ensuite projeter de conquérir tout "l'empire" du droit en raisonnant par culpabilisation, en jouant de l'amalgame qui fait aller de l'un à l'autre. Et l'on progressera tout naturellement un jour prochain *à partir de la méthode du droit pour trouver le droit lui-même*, et découvrir, au terme, ce que l'on doit théoriquement et philosophiquement en penser!

Mais il n'y a là rien de très étrange si nous en revenons à la comparaison entre droit et langue. Pour enseigner une langue étrangère, les autorités pédagogiques d'un pays ont déjà pu considérer que l'on devait raisonnablement promouvoir dans l'enseignement non pas celui qui connaissait la langue (une langue déjà arbitrairement distinguée de ses expressions littéraires, comme si l'on pouvait saisir la langue indépendamment de ce qui la traduit culturellement au plus haut degré!), mais celui qui connaissait plus à fond *une méthode capable de gérer indistinctement tout savoir linguistique*, méthode par ailleurs indépendante de la science linguistique elle-même en sa généralité. Autrement dit, l'on a retenu celui qui possédait le savoir d'un moyen en présupposant

que ce moyen ne pouvait être déterminé par l'objet et qu'il ne pouvait être davantage éclairé par la fin.

Telle est l'ultime dissociation formalisante par décomposition interne, celle que Berdiaev n'a cessé d'imputer très lucidement aux cassures médiévales qui ont permis le triomphe facile de la pensée rationnelle et scientifique sur la vie de l'esprit, entraînant bientôt, en une fécondation monstrueuse, la tératologie d'une science sans objet, une méthodologie impérialiste, élevée dans le giron du structuralisme et de la sémiotique, prenant indirectement sur elle toutes les qualités de l'être nié et refoulé, et devenant une méthodologie de ce qui n'est pas: la méthodologie de l'absurde.